

TRIBUNE

Journal de la F.F.E.

• Novembre 2002



L'édito de Richard Yung



Nous entrons dans une période importante pour le PS et ses adhérents, celle de la préparation du Congrès de Dijon (17 et 18 Mai 2003).

C'est une période spécialement riche pour nous puisque les idées circulent et s'affrontent en toute liberté et dans le respect les uns des autres :

- nous avons à comprendre et tirer les leçons de notre échec du 21 Avril et des législatives

- nous devons réfléchir à réaffirmer l'identité du PS et à élaborer une stratégie politique nouvelle avec nos partenaires de la gauche plurielle

- nous devons rénover en profondeur le fonctionnement de notre parti

Il y aura des joutes idéologiques, des luttes pour le pouvoir : tout cela est normal, sain et fait partie de notre vie démocratique. C'est l'honneur de notre parti, le seul en France, de mener ses débats publiquement .

Ce que je souhaite, c'est que nous, au sein de la FFE, nous ayons un Congrès aussi clair, animé et démocratique que possible, tout en évitant les errements du dernier Congrès où les votes de quelques sections avaient été annulés, car les règles de vote n'avaient pas été respectées. Ceci est toujours dommage. Il est donc nécessaire que

les secrétaires de sections et les trésoriers apportent un soin particulier à la préparation du Congrès et à la mise en œuvre des différentes règles à suivre.

Mais en même temps, nous devons poursuivre et améliorer notre travail militant en particulier en contribuant à l'élaboration des «cahiers fédéraux» qui reprendront les analyses et propositions des militants et des sections en réponse au « Questionnaire » ou à d'autres interrogations .

Notre travail militant consiste aussi à animer et développer la vie de nos sections. Celle-ci ne doit

pas se résumer à un cercle amical se réunissant une fois par mois (dans le meilleur des cas) pour une discussion générale et non conclusive sur la politique française ou sur celle du pays d'accueil. Ce que l'équipe fédérale s'efforce de faire depuis plusieurs années, c'est de vous aider à préparer vos débats de section, à constituer une équipe pour l'animer, à mener des actions concrètes sur le terrain avec l'ADFE et d'autres partenaires . J'espère que le Congrès sera aussi celui du développement militant .

Richard Yung

Premier Secrétaire Fédéral FFE

Sommaire

MONDE : P. 2

Crise en Côte d'Ivoire

• communiqué de la FFE

• Point de vue sur la crise

en Côte d'Ivoire

• Organisation

d'une Coordination en Afrique centrale

EUROPE : P. 3

• Le vrai parti des socialistes

européens encore à inventer

• Place aux citoyens

• Dernières nouvelles

européennes

VIE DES SECTIONS : P. 4

Invitation à tous ceux

qui se réclament de gauche

DROITS DES FEMMES : P. 5

Un débat vif et ouvert

ÉDUCATION : P. 6

Le budget en péril

À LIRE : P. 7

«Qu'est-ce qu'un Français»

un livre de Patrick Weil

RÉTROSPECTIVE : P. 8

Stage de formation de la FFE

Notre reportage photos

ET TOUJOURS

LA VIE DES SECTIONS

De Genève, de Belgique,

de Téhéran, de Francfort.

Journal de la Fédération des Français à l'Étranger,

10 rue de Solférino 75333 - Paris cedex 07 - Tel : 01 45 56 77 82 - Fax : 01 45 56 77 85 Email : FFE-PS@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Richard Yung • Rédactrice en chef : Dominique Aguessy

AGENDA

coordination
Afrique Centrale
Libreville
les samedi 1er
et dimanche
2 février 2003.

Le Bureau Fédéral de la FFE donne son appui à l'organisation d'une Coordination des 4 sections d'Afrique Centrale, Pointe-Noire au Congo, Douala et Yaoundé au Cameroun et Libreville au Gabon et mission a été confiée à la section du Gabon d'en assurer la réalisation.

Les dispositions prises assureront la présence d'au moins un représentant des sections de Douala, Yaoundé et Pointe-Noire. Bien entendu, les sections peuvent être représentées par plusieurs délégués si elles en assument elles-mêmes les frais. Les démarches administratives pour l'obtention de visas, seront effectuées par le secrétaire de section du Gabon, Jean Daniel Chaoui à qui il est impératif de fournir tous les documents requis avant la fin décembre.

Seront invités, Monique Cerisier Ben Guiga, Sénatrice des Français de l'étranger et Guy Labertit, responsable secteur Afrique au PS, un représentant de la Fondation Jean Jaurès. La section du Gabon est responsable de l'ensemble de l'organisation.

Jean-Daniel CHAOUI

Secrétaire de la Section du Gabon

ADRESSES UTILES : FFE, 10 rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 -

Email : ffe-ps@wanadoo.fr

Liste de diffusion ouverte à tous les adhérents de la FFE :

ffe-ps@yahogroupes.fr

Nous vous rappelons l'adresse de l'ADFE :

adfe@wanadoo.fr et de son site internet : www.francais-du-monde.net

COMMUNIQUÉ DE LA FFE Crise en Côte-d'Ivoire

La situation dramatique qui prévaut actuellement en Côte d'Ivoire a conduit le bureau fédéral de la ffe à exprimer sa préoccupation pour l'avenir de la démocratie dans ce pays par un communiqué de la FFE.

La Fédération des Français à l'étranger du Parti Socialiste condamne la rébellion militaire qui s'est produite en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002 et considère que la violence des armes ne peut en aucun cas se substituer au dialogue politique. Elle apporte son soutien au Président de la République et au gouvernement ivoiriens, seules autorités légales garantes de l'ordre constitutionnel et des institutions de la République ivoirienne et souligne le caractère inacceptable de tout changement de gouvernement en Côte d'Ivoire qui ne découlerait pas du fonctionnement normal des institutions démocratiques.

La FFE se félicite des propos apaisants et mesurés ainsi que des orientations d'ouverture présentées par le Président Laurent GBAGBO dans son discours à la nation ivoirienne le 8 octobre. La FFE exprime, en effet, sa préoccupation d'éviter, dans la situation de tension qui prévaut actuellement en Côte d'Ivoire, toute prise de position qui inciterait à porter atteinte à des minorités nationales ou des populations étrangères immigrées.

La FFE souhaite que, dans le respect de l'ordre constitutionnel, et dans le cadre de la démarche de médiation entreprise par les États de la CE-DEAO, une solution permettant de mettre fin à l'état de guerre et aux affrontements militaires en Côte d'Ivoire soit rapidement trouvée.

La FFE assure tous les Français et les étrangers en Côte d'Ivoire de son attention extrême à l'évolution de la situation, à leur sécurité et de sa solidarité dans ces moments difficiles.

Point de vue sur la crise en Côte d'Ivoire

La section de Francfort a également organisée une rencontre-débat avec les ivoiriens établis dans cette ville et qui partagent les mêmes préoccupations pour l'avancée de la démocratie en Côte d'Ivoire. Un aperçu du débat organisé par la section de Munich.

Soirée passionnante et éclairante que celle organisé le 21 octobre par la section de Munich sur la situation en Côte d'Ivoire. Nous avons demandé à l'Association Ivoir-Allemande de Munich (AIAM) de venir nous expliquer les causes du conflit, les forces en présence, les risques

d'une guerre civile et d'une partition d'un pays parmi les plus prospères et les plus démocratiques de la corne Ouest de l'Afrique. Jean Louis Ntakpe, secrétaire général de l'AIAM, a répondu à nos attentes, et brossé de façon très claire - cartes et chiffres à l'appui - le tableau d'une Côte d'Ivoire multi-ethnique et terre d'accueil pour 25 % d'étrangers.

Son analyse de la crise politique actuelle nous a intéressés parce que nuancée. Ainsi, si la rébellion est à condamner absolument, et à déplorer parce qu'elle bloque d'importantes réformes sociales entamées par le président Gbagbo, celui-ci n'est pas exempt de responsabilité dans la montée de la xénophobie. D'autre part, les intérêts économiques dans la région (la moitié des investissements privés sont gérés par la France) sont trop rarement pris en compte dans l'explication du conflit, de même que l'attitude ambiguë de nos dirigeants.

Souhaitons que la paix revienne le plus tôt possible en Côte d'Ivoire, et qu'une catastrophe humanitaire soit évitée.

Aude Yung,

section de Munich

Le vrai parti des socialistes européens est encore à inventer

Le Parti des Socialistes Européens est né en 1993 de la transformation de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne en un parti transnational. Son premier congrès s'était tenu à Bruxelles quelques mois avant les élections européennes de juin 1994, à l'occasion desquelles le tout nouveau PSE allait présenter un premier manifeste. La constitution du PSE avait alors suscité beaucoup d'espoirs auprès des militants. Plusieurs sections de la FFE étaient représentées lors du Congrès de Bruxelles.

Le PSE un parti de partis ?

Plusieurs raisons l'expliquent. Les militants attendaient du PSE qu'il évolue rapidement vers une forme de fonctionnement permettant la participation directe de chacun, par des votes de Congrès, à la définition des positions du nouveau parti. Cette attente intégrait également l'espoir que l'adhésion directe au PSE soit possible et que des sections du PSE puissent être constituées localement. Au contraire, les partis nationaux, dont notre Parti Socialiste, se sont faits fort d'indiquer que l'adhésion directe ou la constitution de sections étaient exclues.

Le PSE n'est finalement qu'un parti de partis, ce qui, aux yeux des militants, ne le différencie en rien de la précédente Union des Partis Socialistes. Le PSE est également ap-

paru comme un club de leaders, plus soucieux de se différencier les uns des autres que d'entraîner leurs organisations dans une ambition commune. Les manifestes préalables aux élections européennes sont devenus de petits dénominateurs communs, sans grand souffle. En outre, une large part de la crédibilité du PSE a disparu au printemps 1999, avec la publication du document Blair-Schröder peu de temps après l'adoption par le PSE de son manifeste. L'absence de réunion d'un Congrès extraordinaire du PSE pour débattre de la situation politique créée par les défaites successives des partis du PSE en Europe de 1999 à 2002 aura montré que l'existence du PSE est seulement fonction d'appréciations politiques nationales et consommé ainsi le peu de crédibilité qui lui restait.

Un véritable débat public européen mérite pourtant d'exister

Londres, Genève, Bruxelles, Francfort et bien d'autres villes encore ont vu, ces dernières années, les militants de différents partis socialistes et sociaux-démocrates tenter de débattre entre eux, de s'organiser. Ces initiatives ont été reçues fraîchement, alors qu'elles expriment une seule et même conviction : l'espace politique ne peut plus uniquement être national. Le défi posé à notre fa-

Nouvelles européennes

Saluons la relance de la coopération franco-allemande pour affronter les prochaines échéances européennes. Nous pouvons regretter la marginalisation de Tony Blair qui a pris du recul par rapport à son engagement sur la défense et surtout se trouve à l'opposé des positions de ses partenaires dans l'affaire irakienne. Le couple franco-allemand risque de ne pas suffire à assurer la réussite de l'élargissement. A noter la présentation du plan d'un futur traité institutionnel par VGE effacée par ses propos sur l'intégration de la Turquie dans le cadre de l'élargissement. Si vous voulez en savoir plus sur les grands changements en Europe vous pouvez téléphoner au 0080067891011.

Hélène Conway

mille de pensée est bien celui de dépasser l'approche nationale sur laquelle la social-démocratie européenne s'est construite historiquement, pour protéger et développer efficacement le modèle d'économie sociale de marché. Pour cela, la famille socialiste et social-démocrate européenne devra nécessairement ouvrir la voie à un véritable Parti des Socialistes Européens, dont la légitimité sera issue de ses adhérents.

Pierre-Yves Le Borgn',
membre du Bureau fédéral

Place au citoyen en Europe

Eduqué à s'en remettre à la sagesse de ses gouvernants, le citoyen européen apprend que sa voix pourrait compter.

Irlandais et autres ressortissants Européens résidant en Irlande ont pu s'exprimer une deuxième fois en octobre 2002, le NON l'ayant emporté en juin 2001, et ainsi donner un nouvel élan à la construction européenne.

De ces deux élections nous avons tiré les leçons suivantes :

de nombreux sondages avaient fait ressortir que 40% des Irlandais sont favorables à la construction européenne, 25% lui sont hostiles et 35% restent indifférents. Ce dernier

groupe est celui qui a été ciblé et dont l'avis a donné le résultat final lors de la dernière campagne. Il a fallu aussi convaincre les 40% de l'importance de l'enjeu pour qu'ils votent, s'étant abstenu pour la plupart d'entre eux lors du premier scrutin. La conclusion que l'on peut tirer est qu'un référendum sur l'Europe ne peut être gagné qu'en combinant deux types de campagnes :

- une longue campagne d'information et d'éducation
- une brève campagne d'argumentation et de persuasion

L'Europe souffre d'un déficit de connaissances. Les opinions positives sur l'Europe semblent fortement liées au degré de connaissances que les gens estiment avoir en

la matière si l'on se base sur l'expérience irlandaise. Une grande campagne d'information s'est organisée autour d'un grand nombre de forums de discussions, dépliants reçus par les familles et le porte à porte des politiques prêts à répondre directement aux questions.

Les responsables politiques se sont beaucoup investis personnellement et ont su transcender les clivages gauche/droite, majorité/opposition. Cela s'est vu pour Maastricht en France. Nous venons de le vivre en Irlande. Moralité: plus les gens sont informés plus l'Europe aura la chance de réussir.

Hélène Conway,
pour la section de Dublin

Aux militants et à tous ceux qui se réclament de la gauche

En cette période de débat, la vie des sections est profondément marquée par la réflexion des groupes de travail et des sections ainsi que des adhérents isolés sur les problèmes soulevés par le questionnaire du PS et sur les interrogations qui traversent le Parti. Tribune se fait ici l'écho des débats en cours, en tenant compte du fait que toutes contributions seront publiées ultérieurement par les soins de la FFE dans un «cahier fédéral»

DE GENÈVE

S'exprimant sur le passé et l'avenir du Parti Socialiste et de la gauche la section de Genève souligne les points forts développés dans sa contribution : la gauche doit redevenir une force de progrès, elle doit revoir sa conception de l'Etat, la gauche doit accompagner le changement social, elle doit briser la politique des faux consensus, la gauche doit reprendre le combat culturel, la gauche, c'est le parti de la liberté. La gauche, elle qui ne nous a plus fait rêver, c'est aussi le droit de rêver !

DE BELGIQUE

Décentraliser résolument l'action publique. L'une des causes les plus marquantes de l'abstention au cours des dernières années est le sentiment largement exprimé que la différence entre la gauche et la droite, autrefois très structurante en termes de comportement politique, a beaucoup perdu de son sens, de son actualité. Le pouvoir est vécu comme lointain, sans souffle, sans idée. Ce sentiment d'éloignement du pouvoir doit conduire à soulever la question de l'échelon pertinent d'intervention publique. Le sujet reste encore un peu tabou, tant l'article 1 de la Constitution et l'unité de la république semblent

Une période de large débat, initiée par le parti socialiste, s'ouvre à tous les militants, mais aussi à tous les citoyens se réclamant de la gauche. Ce temps du débat, de la réflexion, sera couronné par une journée de mise en commun lors d'états généraux, à la mi-décembre.

Il s'agit dans cette première phase d'organiser la discussion au sein de notre Fédération : dans cette phase de discussion il ne s'agit pas de trouver un accord ou de dégager une tendance majoritaire par le biais d'un vote, mais d'exprimer nos points de vue respectifs. Le Projet Fédéral voté en janvier 2002 peut servir de base de travail et de réflexion, et la Fédération pourra vous en faire parvenir des exemplaires si nécessaires, mais il est bien évident que notre réflexion ne peut, ni ne doit se limiter à ce texte.

Organiser la discussion
au sein de la FFE,
trois mois de travail intense

Le Bureau Fédéral souhaitant que ce débat soit le plus large possible, des groupes de travail ont été organisés au sein des sections en laissant à chacune l'initiative des modes de fonctionnement et de la participation. Les sections ont pu accueillir, lors des réunions, des associations, syndicats, partis, ONG. Elles ont aussi été amenées à confronter leurs points de vue avec les sections socialistes du pays de résidence. Les isolés ont eu, comme chacun, la possibilité de s'exprimer pour leur part en diffusant leur contribution sur le forum-FFE. La construction européenne étant un thème

difficilement s'accommoder de la redistribution des compétences entre acteurs publics. C'est pourtant au plan local que le citoyen, dans son quotidien, perçoit d'abord les effets d'un changement. Expliquer, consulter, associer, aider, tels sont les impératifs d'une décentralisation des leviers de décision. Le parti socialiste doit s'engager puissamment en faveur d'une nouvelle étape de la décentralisation, qui donne aux collectivités

me de débat majeur pour la FFE, un groupe de discussion spécifique* s'est constitué à cette fin.

Pour que toute la fédération puisse bénéficier du travail de chacun, il a été recommandé de communiquer toutes conclusions, individuelles ou de groupes de travail sur le forum-ffe.

Collecte et diffusion

Les «conclusions», collectées, sous la responsabilité de Danièle Seignot et de Alain Fontaine, seront transmises au Bureau national comme contribution de la fédération aux États généraux. Elles seront d'autre part publiées par la FFE sous forme d'un cahier envoyé ultérieurement à tous les membres de la Fédération.

Au cours de ces mois de travail intense, nous avons pu disposer de l'outil précieux, qu'est internet tout en veillant à associer, par d'autres moyens de communication, tous ceux qui n'y ont pas encore accès.

A partir de janvier s'ouvrira la période de préparation du congrès, congrès dont devrait émerger des orientations pour l'action politique de notre parti dans les années à venir. Avant cela les militants du Parti, soit individuellement, soit regroupés en sensibilité, soit au travers de leurs sections ou de leur fédération proposeront des contributions ou des motions qui pourront porter aussi bien sur des thèmes très précis que sur des sujets plus généraux.

En fonction des points d'accords ou de désaccords les textes, issus de la réflexion commune, s'organiseront en motions soumises au vote lors du congrès de Dijon les 16, 17 et 18 mai 2003.

Danièle Seignot,

membre du Bureau fédéral

* europa-FFE-subscribe@yahoo.com

locales, à commencer par les communes, le pouvoir d'expérimentation.

A l'étranger aussi, l'actuel Conseil Supérieur des Français de l'Étranger (CSFE) doit faire place à une nouvelle institution, dotée de compétences décisionnelles dans toutes les disciplines de proximité (social, formation professionnelle, éducation, action culturelle) et pourvue de ressources financières, par le biais d'une dotation annuelle de fonctionnement.

Commission nationale aux droits des femmes

Un débat vif et ouvert

La Commission Nationale aux Droits des Femmes qui s'est réunie au mois d'octobre dernier, s'inscrit dans la première phase de réflexion au sein du Parti Socialiste, qui se prolongera jusqu'au 15 décembre.

Lors des dernières élections présidentielles, les femmes ont moins voté pour le Front National que les hommes, mais elles ont voté majoritairement à droite, dans des proportions jamais égalées auparavant.

On constate une tendance au retour à l'ordre moral, avec des glissements vers l'instauration d'un salaire maternel pour prôner le retour des femmes au foyer. Tendance également à revenir au divorce pour faute qui avait été abrogé.

Des questions d'actualité

Dans le même temps, les femmes seront les plus touchées par la diminution des emplois-jeunes et la remise en cause des 35 heures. S'agissant de la prostitution qui régulièrement défraye la chronique, il ne s'agit pas seulement de l'interdire dans certains quartiers des grandes villes. La prostitution existe aussi dans les petites villes et les régions rurales. Le débat à ce sujet doit tenir compte de tous les aspects du problème et les mesures annoncées doivent réprimer le trafic d'êtres humains souvent liés à l'exploitation des personnes par le travail au noir et à divers réseaux mafieux qui utilisent la libre circulation dans certains pays européens et escomptent déjà se servir de l'élargissement de l'Europe.

Soulignant la différence entre l'action dans une association et dans un parti politique, Beaucoup de questions ont été posées quant au fonctionnement du Parti et à la volonté de faire place aux femmes.

Le combat des femmes demeure un enjeu de société

Il faut revenir aux débats sur les problèmes de société et ne pas faire du débat sur les droits des femmes un débat fermé. Insister sur la mixité H/F et la mixité intergénérationnelle. Si la parité semble progresser dans l'espace privé, ce n'est pas toujours le cas dans l'espace public. Pour que le Parti ait un impact sur la société il faut qu'il s'applique à lui-même ce qu'il propose à la société française. Pour les scrutins à venir, élections européennes, régionales, les femmes doivent y trouver leur place.

L'observatoire national de la Parité est mis en fin de mandat depuis le 1er octobre et attend les dispositions officielles qui seront prises par le Ministre de la famille.

Propositions de méthode de travail

La vigilance devra être gardée sur les sujets traités auparavant. La parité en politique ne passionne pas les Français. D'après les sondages, ils sont davantage préoccupés par l'égalité salariale et l'égalité professionnelle. Sur ces thèmes il est nécessaire de travailler en coordination avec les syndicats et les associations. Des sous-commissions et groupes de travail seront créés à cet effet.

A l'intérieur du Parti, il faut responsabiliser davantage les fédérations. Celles qui ne s'engagent pas suffisamment à appliquer la parité devraient encourir des sanctions.

La Commission d'éthique du Parti qui n'a jamais été mise en place devra être effective. Le statut de l'élu(e), la question du cumul des mandats sont des questions à reprendre.

La parité en politique
ne passionne pas
les Français.
D'après les sondages,
ils sont davantage
préoccupés par l'égalité
salariale et l'égalité
professionnelle.

Il est nécessaire :

- d'imposer la présence de femmes dans tous les lieux de débats, dans les groupes et sous-groupes qui fonctionneront en préparation du congrès de Dijon ;
- d'affirmer l'objectif de 50% de femmes dans toutes les instances du Parti au niveau national, fédéral, local ;
- d'encourager les candidatures de femmes au Conseil national ;
- d'exiger à l'avenir que la secrétaire fédérale aux droits des femmes soit membre à part entière du bureau fédéral ce qui n'est pas toujours le cas dans les fédérations.

Tirant des conclusions de ce temps de réflexion, François Hollande, Premier secrétaire du Parti, les a ainsi résumées :

« Pendant la campagne pour les dernières élections, les thèmes relatifs aux femmes, à la

parité et à la place des femmes dans la société, ne se sont pas imposés. »

Des circonscriptions ont été sacrifiées à nos partenaires de la gauche plurielle au détriment des femmes ou au bénéfice d'hommes PS.

Comment construire un Parti à l'image de la société ? Le PS n'est pas perçu comme un Parti qui correspond à l'état de la société.

La parité à elle seule ne résoudra pas tous les problèmes, par exemple le problème de l'immigration, des catégories sociales défavorisées. Le rôle d'une grande formation de gauche, c'est d'être un facteur de renouvellement de la vie politique et de la société.

Il faut donner toute son importance au débat sur l'égalité professionnelle. Les femmes seront perdantes s'il y a remise en cause des 35h entraînant le retour au temps partiel non choisi.

Il faut revenir aux problèmes de société tels que les violences faites aux femmes, la prostitution, le harcèlement.

Il faut développer des politiques de la famille qui fassent progresser la société (réforme du divorce, autorité parentale partagée). La droite va vouloir remettre tout cela en cause. En portant l'effort sur les questions de logement et d'éducation, il s'agit de mettre en œuvre un projet éducatif qui va plus loin que l'école et la formation professionnelle. La politique du logement doit être conçue comme moyen de combattre l'exclusion et la ségrégation des familles.

Le dialogue avec les syndicats et les associations s'impose, pour travailler en partenariat tout en respectant les champs d'action respectifs de chaque formation (politiques, associatifs). C'est le rôle de la Commission nationale aux droits des femmes de faire des propositions fortes de modification des statuts en vue du congrès de Dijon, et pas seulement de proposer des mesures qui ne demandent qu'un simple toilettage des textes.

Dominique Aguessy,
membre du bureau fédéral



DE TÉHÉRAN

Nul besoin de renommer notre parti qui porte dans son nom l'essence même de notre idéal. Nous avons d'abord à redéfinir le socialisme en cohérence avec son temps, redéfinir l'identité socialiste et cela en rapport avec le projet de société que nous voulons construire : une société plus juste, plus ouverte, où le pacte citoyen se trouve réaffirmé avec force et conviction... Malheureusement les luttes de courants battent leur plein dans nos rangs, les militants n'ont en réalité pas la parole, ne sont pas écoutés. Est-ce ainsi que l'on pourra réformer notre parti ? Notre société n'est-elle pas d'ores et déjà prise dans une spirale de la médiocrité, d'absence de goût de l'effort collectif, tenue par la consommation compulsive, le rêve partagé des valeurs petites bourgeoises, avec son lot de scléroses intellectuelles tous azimuts ? Allons-nous laisser transformer, progressivement mais sûrement (il n'y a pas d'exception française), le modèle républicain et démocratique, que nous avons construit, vers celui de l'inégalité généralisée ? Certainement pas, il faut que la gauche sache anticiper les mutations de notre société de façon à ne pas être prise au dépourvu.

DE FRANCFORT

Afin de renforcer l'activité militante dans la société et lui donner des formes nouvelles, nous proposons (extraits) :

- que le Parti assure une permanence régulière dans chaque quartier, où les militants seraient à l'écoute de la population ; cela vaut également pour les sections de la FFE ;
- de créer un parti

Suite page 7

Éducation

Au sortir de la session du mois d'octobre dernier de la commission nationale à l'éducation, Claude Chapat nous fait part de ses inquiétudes

La conception du gouvernement présent en matière de jeunesse est proprement effrayante. En se protégeant derrière une image savamment communicative, sont ressortis tous les thèmes anciens et récurrents de la droite réactionnaire et on s'attache à mettre en œuvre une politique d'enfermement et d'exclusion. La droite a toujours peur de ce qui dérange et nomme des responsables tout indiqués : la jeunesse, qui est facteur de trouble à l'ordre social, de criminalité et de « subversion » dans les banlieues mais aussi ailleurs, et à laquelle on offre pour toute perspective, la création de centres fermés, des sanctions éducatives ou des amendes parentales ; les immigrés et les gens du voyage, les pauvres : on fait la chasse aux mendiants roumains ou autres. L'idée générale est de mettre la France au pas et de revenir sur l'ordonnance de 45 jugée trop laxiste et qui serait remplacée par un projet de loi sur la sécurité intérieure, plus conforme aux idées de la droite.

« L'éducation face à la répression »

Face à ce durcissement, la gauche a le devoir d'affirmer ses valeurs : « l'éducation face à la répression » doit être notre maître mot. En ce bicentenaire de la naissance de Victor Hugo qui voyait dans la création de chaque école la fermeture d'une prison, il convient de se demander si nous ne sommes pas revenus à la case de départ.

Il ne faut pas perdre de vue que c'est la gauche qui a été le premier artisan de cette réforme par les « lois Defferre », dans les années 80, mais la gauche n'a pas su les mener à son terme. Cet état de fait nous place dans une position assez délicate et le piège qui nous est tendu doit être évité : d'une part nous ne pouvons fonder une critique systématique qui pourrait nous décrédibiliser en nous taxant d'opposition de principe, d'autre part, nous ne pouvons pas non plus renier ce que nous avons nous-mêmes initié. La droite a su ainsi s'emparer d'une idée qui n'est pas la sienne pour la détourner de son objectif initial.

En matière d'éducation cela pourrait avoir des retombées très graves : si les programmes ainsi que la gestion des personnels enseignants devaient rester la prérogative de l'Etat, tout ce qui ne relèvera pas directement

de la transmission des savoirs reviendrait à l'autorité des régions. L'idée de Luc Ferry est de débarrasser l'Etat de tout ce qui ne relève pas directement de « l'instruction ». Rappelons à cet endroit que la gauche s'est toujours attachée à ne pas dissocier « l'éducation » de « l'instruction ». Selon cette conception, dans un seul et même établissement scolaire, un bon tiers des personnels relèverait des collectivités territoriales (TOS, surveillants, etc.), les autres de l'Etat.

La décentralisation que propose la droite accentuerait en fin de compte les inégalités de chances et d'accès selon les régions alors que notre conception de gauche défend une égalité républicaine quelles que soient la situation géographique et l'appartenance sociale.

Repenser les objectifs de l'école

La gauche peut aussi faire son autocritique dans ce débat, car nous n'avons pas su non plus donner les moyens suffisants là où ils étaient à attendre : classes-relais, ZEP. Nous n'avons pas su repenser les objectifs de l'école ni combattre les idées reçues (le niveau baisse !), nous n'avons pas su non plus redéfinir le métier d'enseignant et nous sommes souvent laissés aussi dominer par l'idéologie du « lire, écrire, compter ».

Enseignants et parents sont les acteurs de l'éducation. Sans repousser en bloc la décentralisation, il nous appartient donc plus que jamais de faire des contre-propositions : sur l'autonomie des établissements, les réseaux d'écoles, réfléchir à une structure primaire-collège, réfléchir à la question des personnels TOS. Un vaste chantier s'ouvre à nous qui pourrait faire l'objet de « tables rondes » dans le cadre de la préparation du congrès. C'est ainsi que le 5 décembre aura lieu à Paris une journée de réflexion initiée par le PS sous le thème « enseignants et parents acteurs de l'éducation »

Budget de l'éducation

La méthode d'annonce est typique de la stratégie Raffarin : trois pas en arrière, deux pas en avant. On annonce une catastrophe budgétaire en recul très net par rapport à l'exercice précédent, puis on revient en annonçant une augmentation de 1,7%. Du point de vue de la communication, c'est réussi. Du point de vue budgétaire, cela reste une catastrophe. Ces 1,7% ne correspondent même pas à l'inflation, ce qui en fin de compte se traduit par une diminution des moyens. Alors que l'on déplore des actes d'incivilité, on supprime

en péril

Le concept comme celui de « l'enfant au centre de l'école », fruit d'une lente maturation sociale, se trouve balayé d'un revers de manche

5600 postes de surveillants ainsi que des postes d'aides-éducateurs, plaçant autant de jeunes étudiants n'ayant pas d'autres ressources financières et se destinant souvent à l'enseignement, dans l'impossibilité de poursuivre leurs études.

Par ailleurs le rôle éducatif de ces personnels se trouve complètement nié, déstructurant l'équipe éducative.

La suppression du plan pluriannuel de recrutement des enseignants risque de plonger le pays dans une grave pénurie enseignante et trahit la conception selon la quelle on peut re-

cruter un enseignant et le placer immédiatement devant une classe sans le former. Il en est de même de la formation continue : une économie de 20 millions de francs peut être ainsi réalisée qui aurait dû être affectés à la formation continue des professeurs.

Toutes ces pratiques traduisent clairement la conception de ce gouvernement en matière d'éducation. Il s'agit d'un retour en arrière sans précédent, par lequel un concept comme celui de « l'enfant au centre de l'école », fruit d'une lente maturation sociale, se trouve balayé d'un revers de manche ; parallèlement ressurgissent des anachronismes : l'enseignement des langues, la scolarisation dès deux ans en maternelle, sont complètement délaissés.

Pour le sujet qui nous préoccupe actuellement le plus, nous FFE, à savoir le financement de l'AEFE, l'avenir s'obscurcit singulièrement dans la mesure où les moyens mis par l'Etat pour l'éducation sont réduits. La perspective de voir la mise en place d'une cotutelle MEN - MAE et que nous avons initiée, semble considérablement compromise par cette politique de restriction.

Claude Chapat,
secrétaire fédéral à l'Education

Vie des sections

de militants socialistes européens, qui élabore un programme européen, représente les européens, et présente les candidats aux élections européennes. Pour faciliter la naissance de ce parti, nous proposons que les sections PS de la FFE en Europe servent de lien entre des sections métropolitaines et des sections des partis socialistes nationaux. Cela favorisera l'échange et améliorera la connaissance de l'autre, d'où naîtront des travaux en commun, précurseurs d'un programme européen ;

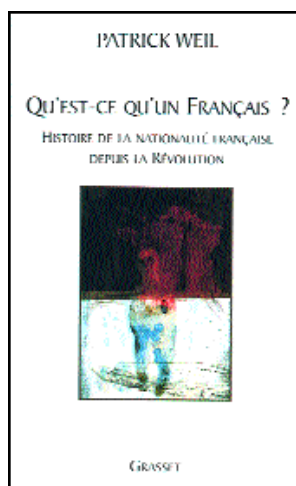
- dans le cadre du renforcement de la présence du Parti et de la diffusion de ses idées, et pour rendre l'action de la fédération des Français de l'Etranger plus visible, nous proposons que le PS puisse présenter des listes aux élections au conseil Supérieur des Français à l'Etranger et y constituer un groupe politique.

à lire

Qu'est ce qu'un Français ?

A propos du livre de Patrick Weil : Qu'est ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution (Grasset 2002, 450 p. 21,50e). Ce sujet intéresse tout particulièrement les Français à l'étranger. Aussi Tribune, pour ceux qui n'y auraient pas accès facilement, reproduit en citation l'essentiel de la recension publiée dans la revue de l'OURS (office universitaire de recherche socialiste) sous la plume de Emeric Bréhier.

« Ambitieux, dense, l'intérêt de l'ouvrage de Pierre Weill, Qu'est ce qu'un Français ? est triple : d'abord il fourmille d'informations et de précisions sur une politique publique ; ensuite, il surprend souvent un lecteur peu au



fait de l'histoire de la nationalité ; enfin, en une vision comparatiste stimulante, l'auteur tord le cou à quelques certitudes bien établies sur les différences entre les droits de la nationalité allemand et français, perçues comme révélatrices de l'ouverture, ou non, d'une nation. Bref, voici un livre dont la lecture est particulièrement instructive pour qui s'intéresse à des débats et à des notions aussi entremê-

lées que l'immigration, la nationalité et la citoyenneté. Patrick Weil rappelle que si la nationalité relève certes du droit, elle constitue aussi une politique délimitant une frontière, et non une clôture, entre ceux qui sont français et ceux qui ne le

sont pas. Dès lors, il est normal qu'au travers du droit contemporain de la nationalité soient perceptibles, telles des couches sédimentaires, les affrontements politiques du passé.

Et l'auteur de distinguer trois étapes essentielles :

- ce n'est qu'avec la rédaction du Code civil, après la période révolutionnaire, que la frontière entre le Français et l'étranger est précisément tracée ; le jus sanguinis devient alors la norme ;

- dans une France devenue un pays d'immigration à la fin du XIXe, le jus soli s'impose, mais en une vision bien différente de celle prévalant sous l'Ancien Régime ;

- enfin, après la saignée de la Première Guerre mondiale, et en dépit des approches restrictionnistes ou racistes des années 30 mises en oeuvre sous Vichy, la naturalisation devient un instrument de la politique démographique.

Rétrospective, stage annuel de formation



Le stage annuel de formation de notre fédération s'est tenu au siège du parti socialiste des 3, 4 et 5 juillet 2002 suivi par 21 participants répartis comme suit : 11 pour l'Europe, 7 pour le continent africain, 2 pour l'Amérique du nord et 1 pour l'Amérique du sud, 4 pour le continent asiatique. Le bureau fédéral ayant fait le choix d'amplifier la politique de formation de la ffe pour accueillir, en particulier, les nouveaux adhérents venus nous rejoindre après les élections présidentielles du 21 avril, le nombre de participants étaient pratiquement le double de celui de l'an passé.

Plusieurs membres du bureau fédéral participèrent à l'animation du stage : Richard Yung, premier fédéral et Elisabeth Burg, trésorière, Pierre-Yves LeBorgn' qui présenta l'organisation de la ffe et le projet fédéral, Danièle Seignot, responsables des relations avec les sections.

La coordination de l'ensemble des activités était dévolue à Jean Daniel Chaoui, membre du bureau fédéral, responsable de la formation.

La fondation Jean Jaurès accueillit le stage pour une session de travail. Un échange d'informations fut organisé avec l'ADFE représentée par Monique Cerisier ben Guiga et Renaud Andrieu. La convivialité et l'atmosphère détendue ont marqué ces moments importants de la vie de la ffe et encouragés les militants. Le rapport du stage a été diffusé dans toutes les sections.

Jean Daniel Chaoui,
membre du bureau fédéral



Le stage fut à la fois studieux et convivial, malgré (ou peut-être grâce) à un nombre plus important de stagiaires qu'à l'habitude.

